



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 31 du 4 octobre 2013

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 4 octobre 2013

SOMMAIRE

| | |
|---|-------------|
| ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES..... | 1186 |
| PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE..... | 1186 |
| DIRECTION DE L'ACTION LOCALE / AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE..... | 1186 |
| Bureau des procédures environnementales / Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle..... | 1186 |
| Arrêté du 30 septembre 2013 portant dérogation à la limite de qualité du paramètre arsenic pour les eaux destinées à la consommation humaine distribuées par le syndicat intercommunal des eaux de l'Aulnoye..... | 1186 |
| Arrêté du 30 septembre 2013 portant :..... | 1187 |
| 1°) Déclaration d'utilité publique..... | 1187 |
| a) des travaux de dérivation des eaux du forage de Gélacourt, sur et au bénéfice de la commune de Gélacourt ;..... | 1187 |
| b) d'établissement du périmètre de protection de ce point d'eau ;..... | 1187 |
| 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine..... | 1187 |
| DIRECTION DE L'ACTION LOCALE..... | 1189 |
| Bureau des procédures environnementales..... | 1189 |
| Arrêté du 3 octobre 2013 donnant acte à la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est (CSME) de sa déclaration d'arrêt définitif de travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de sel gemme et sources salées de Sainte Valdrée selon les plans et modalités produits à l'appui de sa déclaration et prescrivant des mesures complémentaires..... | 1189 |
| SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT..... | 1190 |
| DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST..... | 1190 |
| DIVISION EXPLOITATION DE METZ..... | 1190 |
| Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-083 en date du 3 octobre 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de pose de boucles de comptage sur l'autoroute A31, sens Luxembourg-Beaune, au PR 256+030..... | 1190 |
| AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE..... | 1191 |
| Cellule juridique..... | 1191 |
| Arrêté n° 2013-0930 en date du 23 septembre 2013 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine..... | 1191 |
| DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE..... | 1196 |
| DIRECTION..... | 1196 |
| Arrêté n° 33/2013 du 27 septembre 2013 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine..... | 1196 |
| Arrêté n° 34/2013 du 27 septembre 2013 portant subdélégation de signature, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat, en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine..... | 1197 |
| AUTRES SERVICES..... | 1198 |
| L'AUTRE CANAL..... | 1198 |
| Extrait du Registre des Arrêts du Directeur de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « L'Autre Canal » - Arrêté N° 105 du 24 septembre 2013 – Nomination de M. NAVACCHI Steve, mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal..... | 1198 |
| Extrait du Registre des Arrêts du Directeur de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « L'Autre Canal » - Arrêté N° 106 du 24 septembre 2013 – Nomination de Mme PASQUET-LEVY Lisa, mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal..... | 1198 |
| Extrait du Registre des Arrêts du Directeur de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « L'Autre Canal » - Arrêté N° 107 du 24 septembre 2013 – Nomination de Mme REMY Maillys, mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal..... | 1199 |
| Décision N° 74-2013 du 26 septembre 2013 portant délégation de signature à M. Philippe COING, Directeur Technique de L'Autre Canal..... | 1199 |

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE L'ACTION LOCALE / AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE***Bureau des procédures environnementales / Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle*

Arrêté du 30 septembre 2013 portant dérogation à la limite de qualité du paramètre arsenic pour les eaux destinées à la consommation humaine distribuées par le syndicat intercommunal des eaux de l'Aulnoye

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10, R.1321-1 à R.1321-63, D.1321-103 à D.1321-105 ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 25 novembre 2003 relatif aux modalités de demande de dérogation aux limites de qualité des eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles mentionnées aux articles R.1321-31 à R.1321-36 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine ;
VU la circulaire NDGS/SD7A no 2004-602 du 15 décembre 2004 relative à la gestion du risque sanitaire en cas de dépassement des limites de qualité des eaux destinées à la consommation humaine pour les paramètres antimoine, arsenic, fluor, plomb et sélénium en application des articles R. 1321-26 à R. 1321-36 du code de la santé publique ;
VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique établi le 06 octobre 2009 ;
VU l'évaluation des risques sanitaires liés au dépassement de la limite de qualité de l'arsenic dans les eaux destinées à la consommation humaine de juin 2004 par l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des aliments ;
VU la demande de dérogation de distribution d'une eau dépassant la limite de qualité pour le paramètre arsenic du président du syndicat intercommunal des eaux de l'Aulnoye du 29 mai 2013 ;
VU le dossier joint à la demande, conformément à l'arrêté du 25 novembre 2003 précité ;
VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques au cours de sa séance du 12 septembre 2013 ;
CONSIDÉRANT l'obligation de fournir une eau destinée à la consommation humaine respectant les limites et références de qualité fixées par l'arrêté du 11 janvier 2007 ;
CONSIDÉRANT que la qualité de l'eau distribuée par le syndicat intercommunal des eaux de l'Aulnoye présente des teneurs en arsenic supérieures à la limite de qualité fixée à 10 µg/L ;
CONSIDÉRANT qu'une teneur maximale en arsenic dans l'eau comprise entre 10 µg/L et 13 µg/L peut être admise sans restriction de l'eau pour les usages alimentaires pour l'ensemble de la population ;
CONSIDÉRANT que la teneur de 13 µg/L a été fixée par la direction générale de la santé, après échanges avec le Conseil supérieur d'hygiène publique de France ;
CONSIDÉRANT que les teneurs en antimoine sont inférieures à 5 µg/L et que les potentiels effets synergiques avec l'arsenic sont écartés ;
CONSIDÉRANT le programme d'action visant à recruter un bureau d'études pour trouver une solution technique et financière et d'engager les travaux préconisés permettant l'amélioration de la qualité des eaux distribuées à la population, proposé par le président du syndicat intercommunal des eaux de l'Aulnoye ;
CONSIDÉRANT l'absence d'autres moyens existants ou raisonnables permettant l'approvisionnement en eau destinée à la consommation humaine du syndicat intercommunal des eaux de l'Aulnoye ;
CONSIDÉRANT dès lors qu'il y a lieu de déroger à la limite de qualité fixée pour le paramètre arsenic ;
CONSIDÉRANT la demande de dérogation, complète et conforme, déposée par le président du syndicat intercommunal des eaux de l'Aulnoye pour une durée de trois ans ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE**Article 1er - Objet**

Le syndicat intercommunal des eaux de l'Aulnoye est autorisé à distribuer, sur son réseau communal, une eau destinée à la consommation humaine dont la teneur en arsenic dépasse la limite de qualité réglementaire visée à l'article R.1321-2 du code de la santé publique et fixée par l'arrêté du 11 janvier 2007 à 10 µg/L.

Article 2 - Durée de la dérogation

La présente autorisation prend fin dès la mise en place de mesures d'actions permettant la délivrance d'une eau destinée à la consommation humaine conforme aux limites de qualité, ou au plus tard à l'issue d'un délai de trois ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Article 3 - Valeurs maximales

Les valeurs maximales fixées par la présente dérogation sont de 13 µg/L pour le paramètre arsenic.

Article 4 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé suivant un programme spécifique renforcé et fixé par la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine.

Ce suivi inclut notamment un contrôle tous les mois du paramètre arsenic sur l'eau distribuée.

Article 5 - Restriction de consommation de l'eau

En cas de dépassement des valeurs fixées à l'article 3, une restriction de consommation est prononcée ; l'eau ne doit plus être utilisée pour la consommation et la préparation des aliments. Le président prendra toute disposition pour en informer la population desservie par l'eau du syndicat des eaux de l'Aulnoye. Une analyse de contrôle sera diligentée dans les plus brefs délais par la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine.

Article 6 - Informations destinées à la population

Les présidents du syndicat intercommunal des eaux de l'Aulnoye et de Manonviller-Ogeville, le maire de Domèvre-sur-Vezouze informent leurs habitants desservis par l'eau provenant du syndicat intercommunal des eaux de l'Aulnoye, par voie d'affichage et par courrier, de la présente dérogation et des modalités qui l'accompagnent. Cette information est effectuée dans un délai de trente jours à compter de la date de notification du présent arrêté.

Les présidents des syndicats intercommunaux des eaux de l'Aulnoye et de Manonviller-Ogeville, le maire de Domèvre-sur-Vezouze adressent à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine un courrier signifiant l'accomplissement de cette tâche accompagnée de la note d'information diffusée aux habitants.

Article 7 - Actions destinées à améliorer la qualité de l'eau

Le programme d'actions, proposé par le président du syndicat intercommunal des eaux de l'Aulnoye et présenté en annexe I du présent arrêté, est mis en œuvre.

Le président du syndicat intercommunal des eaux de l'Aulnoye transmet régulièrement un état d'avancement du programme d'actions qu'il réalise à la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine, ainsi qu'au président du syndicat intercommunal des eaux de Manonviller-Ogeviller et au maire de Domèvre-sur-Vezouze.

Article 8 - Modalités de prolongation de l'autorisation

Aucune prolongation de l'autorisation de distribuer une eau ne respectant pas les exigences de qualité réglementaires pour le paramètre arsenic ne peut être accordée.

Article 9 - Voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 10 - Diffusion

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairie d'Autrepierre, Blémerey, Chazelles-sur-Albe, Gondrexon, Reillon, Repaix, Saint-Martin, Vého, Verdental, Domèvre-sur-Vezouze et Leintrey (abonnés du réseau "Aulnoye pur") pendant toute sa durée d'application.

Une copie du présent arrêté est adressée à la direction départementale de la protection des populations, à l'agence de l'eau Rhin-Meuse et au tribunal administratif.

Article 11 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Lunéville, le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine, les présidents du syndicat intercommunal des eaux de l'Aulnoye et de Manonviller-Ogeviller, les maires des communes d'Autrepierre, Blémerey, Chazelles-sur-Albe, Gondrexon, Reillon, Repaix, Saint-Martin, Vého, Verdental, Domèvre-sur-Vezouze et Leintrey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 30 septembre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

ANNEXE I : PROGRAMME D'ACTIONS VISANT A RÉTABLIR LA QUALITÉ DE L'EAU

Actions :

Le syndicat des eaux de l'Aulnoye envisage de recruter un bureau d'étude chargé de trouver une solution technique et financière visant le rétablissement de la qualité de l'eau.

Le planning prévisionnel du syndicat des eaux de l'Aulnoye est fixé comme suit à compter de la date du présent arrêté préfectoral :

- Études : 12 mois
- Montage financier et obtention des autorisations requises : 6 mois
- Réalisation des travaux retenus : 12 à 18 mois

Arrêté du 30 septembre 2013 portant :

1°) Déclaration d'utilité publique

a) des travaux de dérivation des eaux du forage de Gélacourt, sur et au bénéfice de la commune de Gélacourt ;

b) d'établissement du périmètre de protection de ce point d'eau ;

2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63 ;

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

VU le code de l'expropriation et notamment les articles L.11-1 à L.11-8 et R.11-1 à R.11-31 ;

VU le code minier et notamment l'article 131 ;

VU le décret modifié n°55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n°86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1981 modifié portant règlement sanitaire départemental ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 février 2013 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement du périmètre de protection du forage de Gélacourt sur et au bénéfice de la commune de Gélacourt ;

VU la délibération du conseil municipal de Gélacourt du 25 juillet 1997 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement du périmètre de protection du forage de Gélacourt à Gélacourt ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 26 février 2006 ;

VU la régularisation de prélèvement au titre du code de l'environnement délivré à la commune de Gélacourt le 16 septembre 2010 ;

VU l'avis du commissaire enquêteur du 22 avril 2013 ;

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Meurthe-et-Moselle au cours de sa séance du 12 septembre 2013 ;

CONSIDERANT que l'établissement du périmètre de protection vise à préserver la qualité de la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Gélacourt énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine de la commune de Gélacourt ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

TITRE I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1er – Objet

Le présent arrêté concerne :

1°) les travaux de dérivation des eaux souterraines par exploitation du forage de Gélacourt, sur et au bénéfice de la commune de Gélacourt ;

2°) l'établissement du périmètre de protection autour de ce point d'eau ;

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 2 – Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la commune de Gélacourt :

1°) les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel pour la production d'eau destinée à la consommation humaine, par exploitation du forage de Gélacourt ;

2°) l'établissement d'un périmètre de protection autour de ce point d'eau ainsi que la définition des prescriptions associées à ce périmètre.

Article 3 – Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par le captage ci-après identifié :

| Appellation | Commune | Parcelle | Code minier | Coordonnées Lambert II étendu (m) | | Altitude (m) |
|---------------------|-----------|-----------------|-------------|-----------------------------------|-----------|--------------|
| | | | | X = | Y = | Z = |
| Forage de Gélacourt | GÉLACOURT | section ZE n°79 | 02697X0035 | 924 786 | 2 395 927 | 279 |

TITRE II – PÉRIMÈTRE DE PROTECTION DU POINT D'EAU**Article 4 – Définition du périmètre de protection immédiate**

Le plan et l'état parcellaire annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale de la parcelle incluse dans le périmètre de protection immédiate.

Le périmètre de protection immédiate du forage de Gélacourt est situé sur la commune de Gélacourt et concerne la parcelle ci-dessous :

| Commune | Section | Lieu dit | N° de parcelles | Surface |
|-----------|---------|-------------------|-----------------|-----------|
| Gélacourt | ZE | Derrière l'Enclos | 79 | 1 a 95 ca |

Article 5 – Prescriptions imposées à l'intérieur du périmètre de protection immédiate

Les terrains nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiate doivent être et demeurer la propriété de la commune de Gélacourt. Ils doivent être clôturés et n'être accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des ouvrages.

Toute activité autre que celles directement liées à l'entretien des ouvrages ou de leurs abords est interdite. Seule est autorisée la cimentation du forage ancien situé dans la station de pompage en cas d'abandon de la station de mesure.

Les surfaces du périmètre de protection immédiate sont déboisées et régulièrement entretenues. L'herbe est régulièrement fauchée, avec exportation des résidus. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, ...) n'y est autorisé.

Article 6 – Travaux à réaliser

Les travaux de mise en conformité suivants sont réalisés dans le délai d'un an à compter de la date du présent arrêté :

Mise en place d'une clôture autour du périmètre de protection immédiate ;

Déplacement du chemin selon les propositions de l'hydrogéologue agréé ;

Colmatage des fissures de la chambre de captage ;

Contrôle de l'état de l'ancien forage. Si celui-ci est dégradé, il sera obturé selon les règles de l'art.

Les travaux de mise en conformité suivants sont réalisés dans le délai de 2 ans à compter de la date du présent arrêté :

Contrôle de l'état du tubage du forage par inspection vidéo ;

Mise en place d'un traitement de désinfection ;

Les travaux de mise en conformité suivants sont réalisés dans le délai de 3 ans à compter de la date du présent arrêté :

Mise en place d'un traitement de l'agressivité de l'eau.

Article 7 – Contrôle des prescriptions et sanctions

Le maire de la commune de Gélacourt est chargé du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur du périmètre de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté est passible des peines prévues par l'article L.1324-3 et L.1324-4 du code de la santé publique.

Article 8 – Publicité

Un extrait de cet acte est adressé à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Il est affiché à la mairie de la commune de Gélacourt, pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Les servitudes afférentes au périmètre de protection sont annexées au document d'urbanisme dans un délai maximum de 3 mois conformément aux conditions définies aux articles L126-1 et R126-1 à R126-3 du code de l'urbanisme.

Le maire de la commune de Gélacourt, conserve l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivre à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

TITRE III – UTILISATION DE L'EAU À DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE**Article 9 – Situation**

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 10 – Traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, de traitement, agréé par le ministère chargé de la santé, de neutralisation et de désinfection afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

Article 11 – Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme fixé par l'agence régionale de santé de Lorraine, selon la réglementation en vigueur.

Titre V – DISPOSITIONS DIVERSES**Article 12 – Annexes**

Les pièces annexées au présent arrêté sont :

Annexe 1 : Plan au 1/5 000e du périmètre de protection immédiate

Annexe 2 : Plan et état parcellaire du périmètre de protection immédiate

Article 13 – Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification et de un an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Article 14 – Diffusion

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au bureau des recherches géologiques et minières de Lorraine,

- à la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de Lorraine,

- à l'agence de l'eau Rhin Meuse,

- à la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle,
- au tribunal administratif de Nancy.

Article 15 – Exécution

- le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,
- le sous-préfet de Lunéville,
- le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,
- le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle,
- le maire de la commune de Gélacourt

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 septembre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Les annexes sont consultables à la préfecture, direction de l'action locale, bureau des procédures environnementales.

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE**Bureau des procédures environnementales**

Arrêté du 3 octobre 2013 donnant acte à la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est (CSME) de sa déclaration d'arrêt définitif de travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de sel gemme et sources salées de Sainte Valdrée selon les plans et modalités produits à l'appui de sa déclaration et prescrivant des mesures complémentaires

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code minier, notamment ses articles L.163-1 à L.161-9 (ex. article 91) ;

VU le décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 modifié relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains, notamment son article 46 ;

VU l'arrêté ministériel du 8 septembre 2004 définissant les modalités techniques d'application de l'article 44 du décret n° 95-696 du 9 mai 1995 modifié relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines ;

VU le décret présidentiel du 22 mai 1877 instituant la concession de mines de sel gemme et sources salées de Sainte-Valdrée au profit de MM. Joseph GRUNZBURG, Germain HALPHEN, Léon de LAPORTE, Eugène PEREIRE, Henri DURRIEU et Joseph LEVY ;

VU le décret du 1er juin 1882 portant extension de la concession de mines de sel gemme et sources salées de Sainte-Valdrée au profit de la société anonyme des Salines de Sainte-Valdrée ;

VU le décret du 19 mars 1955 portant mutation de la concession de mines de sel gemme et sources salées de Sainte-Valdrée au profit de la société des Salines de Salzbronn ;

VU le décret du 5 juin 1961 portant mutation de la concession de mines de sel gemme et sources salées de Sainte-Valdrée au profit de la société Salinière de Lorraine ;

VU le décret du 13 septembre 1968 portant mutation de la concession de mines de sel gemme et sources salées de Sainte-Valdrée au profit de la Compagnie des Salins du Midi ;

VU le décret du 16 juin 1999 portant mutation de la concession de mines de sel gemme et sources salées de Sainte-Valdrée au profit de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est ;

VU la demande de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est en date du 25 février 2013, enregistrée le 28 février 2013 en préfecture de Meurthe-et-Moselle, portant déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de sel gemme et sources salées de Sainte-Valdrée, située dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

VU le rapport GEODERIS E2013/091DE-13LOR3403 du 19 juin 2013 portant avis sur le dossier de déclaration d'arrêt définitif de travaux miniers liés à la concession de mines de sel gemme et sources salées de Sainte-Valdrée ;

VU les résultats de la consultation réglementaire ;

VU l'avis en date du 18 septembre 2013 de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est sur le projet d'arrêté préfectoral prescrivant des mesures techniques complémentaires transmis par la DREAL Lorraine le 12 août 2013 ;

VU les rapport et avis de la DREAL Lorraine en date du 19 septembre 2013 ;

CONSIDERANT que les derniers travaux d'exploitation du sel dans la concession de mines de sel gemmes et sources salées de Sainte-Valdrée remontent à 1958 et qu'aucune reprise de l'exploitation n'est envisagée par le titulaire du titre ;

CONSIDERANT que la procédure d'arrêt définitif de travaux miniers impose à l'exploitant d'exécuter, dans la mesure du possible, tous les travaux de mise en sécurité requis pour assurer l'arrêt de l'exploitation dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L161-1 (ex 79) du code minier ;

CONSIDERANT que les anciens sondages d'exploitation faisant l'objet des travaux de mise en sécurité se situent dans une zone humide répertoriée qu'il convient de préserver ;

CONSIDERANT la nécessité de conserver l'information relative à la position des anciens sondages d'exploitation ;

CONSIDERANT l'avis de GEODERIS sur le dossier de déclaration ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Il est donné acte à la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est – CSME, dont le siège social est à LEVALLOIS-PERRET (92532) - 137 rue Victor Hugo, de sa déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de sel gemme et sources salées de Sainte-Valdrée située dans le département de Meurthe-et-Moselle, sous réserve des dispositions complémentaires énoncées dans le présent arrêté.

Article 2 : La Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est procédera à l'exécution des mesures projetées par elle selon les modalités produites à l'appui de sa déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de sel gemme et sources salées de Sainte-Valdrée.

Les travaux de mise en sécurité des sondages devant se réaliser dans une zone humide répertoriée, préalablement à l'engagement des travaux, la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est produira au préfet de Meurthe-et-Moselle, pour accord, un document décrivant les mesures qu'elle compte mettre en place pour préserver la zone humide concernée pendant la phase des travaux.

La Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est fera connaître un mois à l'avance au préfet de Meurthe-et-Moselle la date prévue pour le démarrage effectif des travaux ainsi que leur durée prévisionnelle. Le démarrage effectif des travaux ou leur report motivé éventuel fera l'objet d'une confirmation, une semaine avant la date précédemment annoncée.

Ces travaux devront être menés dans un délai d'un an, à compter de la notification du présent arrêté.

Dans un délai de deux (2) mois après la fin des travaux, la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est adressera au préfet de Meurthe-et-Moselle en trois (3) exemplaires, un mémoire descriptif des travaux réalisés. Ce mémoire précisera la nature, les moyens mis en œuvre et les résultats obtenus. Il sera accompagné de plans, photos, coupes, illustrations et de toutes justifications sur la consistance des travaux réalisés.

Article 3 : Mesures complémentaires

Dans le délai d'un an à compter de la présente notification, la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est produira au préfet de Meurthe-et-Moselle :

3.1.: en cinq (5) exemplaires, plus un pour les six (6) communes concernées :

- un document positionnant l'emplacement des sondages d'exploitation et de recherches, comportant :

les coordonnées dans le système de références géographiques et planimétriques RGF93 des sondages ;

les références cadastrales de la parcelle d'assise des sondages ;

un plan cadastral (ou un extrait) sur lequel sont implantés les sondages ;

- un plan, sur la base IGN25, à l'échelle 1/5000^{ième}, positionnant la zones d'aléa autour du sondage SV1, avec indication du type et de la dimension de l'aléa retenu.

3.2.: en deux (2) exemplaires les documents portant sur la cession, pour un usage autre que minier, du sondage de recherches dénommé « S26 », à savoir, tous les éléments ayant trait au transfert.

Article 4 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé des mines ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy, dans le délai de deux (2) mois à compter de sa notification.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département de Meurthe-et-Moselle. Il sera affiché dans les communes visées à l'article 6 selon les usages. L'accomplissement de cette formalité sera justifié par un certificat du maire.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de présent arrêté qui sera notifié à la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est et dont une copie sera adressée pour information à :

- MM. les Maires de Art-sur-Meurthe, Laneuveville-devant-Nancy, Fléville-devant-Nancy et Tomblaine ;

- M. le Directeur régional des Affaires culturelles ;

- M. le Général, commandant de la région Terre Nord-Est ;

- M. le Directeur départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle,

- M. le Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence régionale de Santé Lorraine

Nancy, le 3 octobre 2013

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Jean-François RAFFY

Les annexes (plans) sont consultables à la préfecture, direction de l'action locale, bureau des procédures environnementales.

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

DIVISION EXPLOITATION DE METZ

Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-083 en date du 3 octobre 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de pose de boucles de comptage sur l'autoroute A31, sens Luxembourg-Beaune, au PR 256+030

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté SGAR N° 2013-35 du 8 février 2013 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2013/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 01 septembre 2013 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU la demande en date du 02/10/2013 présentée par le district de Metz ;

VU l'information du CISGT « Myrabel » ;

VU l'information du CRICR de Metz ;

VU l'avis du district de Metz en date du 02/10/2013 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er - Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 - Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

| VOIE | A31 | |
|--------------------------|--------------------------------------|---|
| POINTS REPERES (PR) | Du PR 256+650 au PR 256+000 | |
| SENS | Luxembourg-Beaune (sens 2) | |
| SECTION | Section courante 2x3 voies | |
| NATURE DES TRAVAUX | Pose de boucles de comptage | |
| PERIODE GLOBALE | Nuit du 3 au 4 octobre 2013 | |
| SYSTEME D'EXPLOITATION | Neutralisations successives de voies | |
| SIGNALISATION TEMPORAIRE | A LA CHARGE DE : - DIREST | MISE EN PLACE PAR : - CEI CHAMPIGNEULLES |

Article 3 - Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

| N° | Date/Heure | PR et SENS | SYSTEMES D'EXPLOITATION | RESTRICTIONS DE CIRCULATION |
|----|--|--|---|--|
| 1 | Nuit du 3 au 4 octobre 2013, de 21h00-1h00 | AK5 au PR 256+650 B31 au PR 256+000 sens 2 | Neutralisation de la voie de droite | Limitation de la vitesse à 70km/h ; Interdiction de dépasser aux véhicules dont le PTAC est supérieur à 3,5T. |
| 2 | Nuit du 3 au 4 octobre 2013, de 2h00-6h00 | AK5 au PR 256+650 B31 au PR 256+000 sens 2 | Neutralisation des voies médiane et de gauche | Limitation de la vitesse à 70km/h ; Interdiction de dépasser pour tous les véhicules. |

Article 4 - En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 - Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté.

Article 6 - La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 - Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 - Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société EUROCAPTEURS
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 3 octobre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
L'Adjoint au chef de la division d'exploitation de Metz,
Stéphane HEBENSTREIT

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

Cellule juridique

Arrêté n° 2013-0930 en date du 23 septembre 2013 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles ;
 VU le code de la sécurité sociale ;
 VU le code du travail ;
 VU le code de la défense ;
 VU le code de la santé publique ;
 VU le décret n°97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles modifié ;
 VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;
 VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
 VU le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'Hôpital et relative aux Patients, à la Santé et aux Territoires ;
 VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
 VU la décision n°2010-01 en date du 1^{er} avril 2010 portant organisation de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;
 VU le décret en date du 13 décembre 2012 portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er - La délégation de signature est un procédé par lequel une autorité administrative charge une autre autorité, qui lui est hiérarchiquement subordonnée, d'agir en son nom, dans un cas ou dans une série de cas déterminés.

Article 2 - Délégation de signature est donnée, à l'effet de signer les décisions relatives à l'exercice de la totalité des missions de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur Général, à **Madame Marie-Hélène MAÎTRE**, Directrice Générale Adjointe, Directrice de la Stratégie.

Article 3 - Délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour l'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé, entrant dans leur champ de compétences et à toutes mesures relatives au fonctionnement des services placés sous leur autorité, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

* **A Madame Marie-Hélène MAÎTRE** ; Directrice Générale Adjointe et Directrice de la Stratégie pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la mise en place du Projet Régional de Santé (PRS), à l'observation et aux statistiques, à l'évaluation interne, à l'organisation de la « démocratie sanitaire » notamment la gestion de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie (CRSA) ainsi que les commissions spécifiques prévues par la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires.
- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la Direction de la Stratégie.

En cas d'absence ou d'empêchement de la Directrice Générale Adjointe et Directrice de la Stratégie, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

* **A Madame le Docteur Arielle BRUNNER** ; chef de projet « Plan Régional de Santé » ; pour l'élaboration du Projet Régional de Santé (PRS) ;

* **A Madame Gisèle HURSON** ; chef du service « Démocratie Sanitaire » pour la gestion des Commissions spécifiques prévues par la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie (CRSA) ;

* **A Monsieur Yann KUBIAK** ; chef du service « observations, statistiques, analyse et données de santé » dans son champ d'activité ;

* **A Madame Marie RÉAUX** ; responsable du service « Communication et Documentation » dans son champ d'activité ;

* **A Madame le Docteur Annick DIETERLING**, chef du département « Promotion de la Santé et Prévention » en matière de promotion de la santé, d'éducation thérapeutique et de suivi des politiques de prévention.

* **A Monsieur le Docteur Bruno FANTINO** ; Directeur de la Performance et de la Gestion du Risque, pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la mise en place du programme régional d'inspection et de contrôle, d'audit et d'évaluation, à la maîtrise des risques liés aux soins, à l'évaluation des politiques de santé, au suivi et au pilotage des contrats de retour à l'équilibre financier des établissements de santé et médico-sociaux, à l'appui à la performance des établissements et services de santé et médico-sociaux, aux vigilances et sécurités sanitaires des produits de santé, à la gestion des systèmes d'information de « santé », aux programmes de gestion du risque.
- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la direction de la performance et de la gestion du risque.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de la Performance et de la Gestion du Risque, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

* **Madame le Docteur Odile DELFORGE**, chef du service « Produits de santé et Biologie », en matière d'expertise générale sur les domaines ayant trait aux produits de santé et à la biologie, à l'inspection et contrôle dans le domaine pharmaceutique et biologique, à l'analyse des données en matière de dépenses des produits de santé.

* **Monsieur Jean-Louis FUCHS**, chef de projet « Systèmes d'Information de Santé » sur son champ de compétences.

* **Madame Sabine Griselle-SCHMITT**, chef du service « Inspection-Contrôle », en matière d'inspection-contrôle du système de santé.

* **Monsieur Patrick MARX**, directeur de projet gestion du risque, sur son champ de compétences.

* **A Madame Véronique WELTER** ; Directrice des Ressources Humaines, pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la gestion des questions sociales, la gestion administrative et la préparation hors liquidation de la paie, le recrutement, la formation et la gestion des carrières, le plan de formation, la gestion prévisionnelle des emplois et compétences, la stratégie immobilière.
- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la Direction des Ressources Humaines.

En cas d'absence ou d'empêchement de la Directrice des Ressources Humaines, délégation de signature est donnée aux personnes ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services et des ordres de mission spécifiques à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

* **Monsieur Christian SCHAEFFER**, adjoint à la Directrice des Ressources Humaines, sur le champ de compétences de la Direction des Ressources Humaines ;

* **Madame Corinne JUE DE ANGELI**, responsable de la GPEC et de la formation sur son champ de compétences ;

* **Madame Katia PORTE-HAQUIN**, responsable de la gestion du personnel, du droit du personnel et des relations sociales, pour les actions relatives aux ressources humaines ;

* **Madame Fabienne WOLFF**, pour les engagements et les certifications des services faits des actions de formation ;

* **A Madame Annie TOUROLLE** ; Directrice de l'administration générale et des systèmes d'information internes, pour :

- Les décisions et correspondances relatives aux projets immobiliers et l'aménagement des espaces de travail, la fonction accueil du public, l'externalisation des fonctions, les achats publics, l'engagement des dépenses et la certification du service fait, la gestion du parc automobile et la gestion informatique.
- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la direction.

En cas d'absence ou d'empêchement de la Directrice de l'administration générale et des systèmes d'information internes, délégation de signature est donnée aux personnes ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services et des ordres de mission spécifiques à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

* Madame Marie-Reine SCHMITT, chef de service des systèmes d'informations internes, en matière de gestion informatique, comprenant les engagements et la certification du service fait pour les dépenses relevant de son domaine de compétences,

* Monsieur José ROBINOT, chef de service des affaires générales, pour les projets immobiliers et l'aménagement des espaces de travail, la fonction accueil du public, la gestion du parc automobile, l'externalisation des fonctions, les achats publics, la validation ordonnateur du budget, l'engagement des dépenses et la certification du service fait.

* Monsieur Anthony COULANGEAT, pour les engagements et les certifications des services faits relatifs aux achats du pôle fonctionnement général.

* A Monsieur Patrick METTAVANT ; Directeur des Services Financiers, pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la liquidation de la paie notamment dans la validation des éléments variables de la paie transmis au prestataire dans le cadre de la convention signée entre le DGARS et le Directeur des services financiers et comptables (DSFC) relatives aux missions traditionnellement exercée par l'ordonnateur et confiées au DSFC.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur des Services Financiers, délégation de signature est donnée à **Monsieur Patrick CHAMINADAS**, adjoint au Directeur des Services Financiers, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté.

En cas d'absence concomitante de **Monsieur Patrick METTAVANT** et de **Monsieur Patrick CHAMINADAS**, leur délégation de signature sera exercée par **Monsieur François LALLEMAND**, gestionnaire de payes.

En cas d'absence concomitante des trois personnes susmentionnées, leur délégation de signature sera exercée par **Madame Julie DIMINI**, comptable.

* A Monsieur Serge MORAIS ; Directeur de l'Accès à la Santé et des Soins de Proximité (DASSP) :

Les décisions et correspondances relatives :

- à la formation et à l'exercice des métiers de la santé, aux permanences des soins ambulatoires et à l'aide médicale urgente ; à l'accès à la santé pour les populations carcérales et précaires ;

- à la démographie, la gestion, le suivi des professionnels de santé (y compris hospitalier dans le domaine médical, pharmaceutique et médical à compétences définies), toute demande relative aux autorisations d'exercice ou d'usage d'un titre, ainsi qu'aux coopérations entre les professionnels de santé ; et plus généralement toutes les actions d'organisation des soins de proximité ;

- à l'organisation et l'allocation de ressources (Fonds d'Intervention Régional) de l'offre de santé dans le champ ambulatoire et des réseaux de santé ;

- à l'addictologie ;

- aux transports sanitaires au plan régional ;

- aux ordres de missions spécifiques ainsi qu'aux états de frais de déplacement présentés par les agents de la Direction de l'Accès à la Santé et des Soins de Proximité.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de l'Accès à la Santé et des Soins de Proximité, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

* Madame le Docteur Patricia DE BERNARDI, adjointe au Directeur de l'Accès à la Santé et des Soins de Proximité sur le champ de compétences de la Direction.

* Madame Michèle HÉRIAT, responsable du service « Internat et praticiens hospitaliers », et chargée des questions relatives aux transports sanitaires, en ce qui concerne :

- les internats de médecine pharmacie et odontologie,

- les praticiens hospitaliers et les agréments,

- les courriers en matière de transports sanitaires.

* Madame Sabine RIGON, directrice des soins, conseillère technique régionale en soins, responsable du pôle formation et exercice des professions paramédicales et médicales à compétences définies, en ce qui concerne :

- les formations paramédicales et médicales à compétence définie,

- l'exercice relatif aux professions paramédicales et médicales à compétence définie,

- les tatoueurs,

- les professionnels souhaitant être inscrits sur le registre national des psychothérapeutes.

- les ostéopathes,

- la gestion des demandes de remplacement et d'enregistrement des professionnels dans le répertoire ADELI,

- les coopérations entre les professionnels de santé.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Sabine RIGON**, délégation de signature est donnée à **Monsieur Matthieu PROLONGEAU**, inspecteur en charge du suivi des instituts de formation paramédicaux, en ce qui concerne :

- les formations paramédicales et médicales à compétence définie,

- l'exercice relatif aux professions paramédicales et médicales à compétence définie.

* Monsieur Philippe COUDRAY, Chef de projet Organisation des soins ambulatoires, en ce qui concerne :

- les maisons et pôles de santé,

- les Contrats d'Engagement de Service Public (CESP),

➢ plus largement, la mise en œuvre du « *Pacte Territoire Santé* », à l'exception des services d'urgences hospitaliers et des centres de santé.

* A Madame le Docteur Lydie REVOL ; Directrice par intérim de la Santé Publique, pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la prévention des risques en santé environnementale et des milieux, à la prévention des risques de santé, à la veille, surveillance épidémiologique et gestion des signaux sanitaires, à la sécurité sanitaire et à la gestion des crises sanitaires.

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la direction de la Santé Publique.

En cas d'absence ou d'empêchement de la Directrice de la Santé Publique, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

* Monsieur Hubert BOULANGER, adjoint au Directeur de la Santé Publique en matière de prévention et gestion des crises sanitaires, gestion des signaux sanitaires, sécurité sanitaire et en matière de santé environnementale.

* Madame Christine MEFFRE, responsable de la Cellule Interrégionale d'Epidémiologie (CIRE) pour ce qui concerne toutes mesures relatives au fonctionnement du service de la CIRE et des ordres de mission permanents et spécifiques ;

* A Monsieur Lucien VICENZUTTI ; Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie (DOSA) ; pour :

- Les décisions et correspondances relatives à l'organisation de l'Offre de Santé et de l'Autonomie, aux programmes d'investissement des Etablissements de Santé et des Etablissements et Services Médico-Sociaux, au renouvellement et à la gestion des autorisations et à l'allocation budgétaire et de tarification dans les domaines sanitaire, médico-social et ambulatoire, les liens avec le Centre National de Gestion, la gouvernance des établissements de santé, les relations sociales avec les professionnels de santé, la contractualisation avec les offreurs de Santé.

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la Direction de l'Offre de Santé et, de l'Autonomie (DOSA).

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de la DOSA, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

* Madame Stéphanie GEYER, chef de département des « Etablissements de santé », en matière d'organisation, d'autorisations et d'allocations budgétaires dans les établissements de santé, en matière de gestion des médecins hospitaliers et des personnels de direction en lien avec le Centre National de Gestion, en matière de gouvernance des établissements de santé.

* Madame Chantal KIRSCH, chef de département « Médico-social », en matière d'organisation, de gestion des autorisations et d'allocations de ressources dans le champ médico-social, en matière de gestion des personnels de direction (DESSMS) en lien avec le Centre National de Gestion et en matière d'appels à projets médico-sociaux.

* A Madame Valérie BIGENHO-POET, déléguée territoriale du département des Vosges, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- L'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département des Vosges, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté ;

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale des Vosges.

En cas d'absence ou d'empêchement de la déléguée territoriale des Vosges, délégation générale de signature est donnée à **Monsieur le Docteur Alain COUVAL**, conseiller médical et à **Madame Ghyslaine GUÉNIOT**, chef de projet de l'équipe d'animation territoriale.

Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :

Dans le domaine sanitaire, à Madame Marie-Christine GABRION, chef du service territorial sanitaire :

- pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;

- pour le renouvellement d'autorisation ;

- pour les arrêtés de tarification d'activité ;

- pour les notifications de dotation

- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics

Dans le domaine médico-social, à Monsieur Denis RAPENNE, chef du service territorial médico-social :

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;

- pour le renouvellement d'autorisation ;

- pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;

- pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification

- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics ;

Dans le domaine de la veille sanitaire et de la sécurité environnementale, à Madame Lucie TOMÉ chef du service de veille, sécurité sanitaire et environnementale :

- pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.

- pour la signature des bons de commande relatifs au contrôle sanitaire des eaux (eaux destinées à la consommation humaine, piscines et eaux de baignade) pour un montant maximal de 10.000 € par bon de commande.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Lucie TOMÉ**, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par **Madame Catherine COME**, adjointe au chef de service veille et sécurité sanitaires et environnementales.

En cas d'absence concomitante de **Mesdames Lucie TOMÉ** et **Catherine COME**, leur délégation de signature sera exercée par **Monsieur Nicolas REYNAUD**, ingénieur d'études sanitaires et par **Madame Sophie PINCHON**, ingénieur d'études sanitaires.

Dans le domaine des soins psychiatriques sans consentement, à Monsieur David SIMONETTI, chef du service des soins psychiatriques sans consentement.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Monsieur David SIMONETTI**, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par **Madame Ghyslaine GUENIOT**, chef de projet de l'animation territoriale.

* A Monsieur Michel MULIC, délégué territorial du département de Moselle, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- L'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département de la Moselle, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté ;

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Moselle.

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de Moselle, délégation générale de signature est donnée à **Madame Chantal ROCH**, chef de projet de l'équipe d'animation territoriale.

En cas d'absence concomitante de **Monsieur Michel MULIC** et de **Madame Chantal ROCH**, leur délégation de signature sera exercée par **Madame Hélène ROBERT**, chef du service de veille sécurité sanitaires et environnementales et, en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, par **Madame Isabelle LEGRAND**, chef de service territorial médico-social.

Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :

Dans le domaine médico-social, délégation est donnée à Madame Isabelle LEGRAND, chef du service territorial médico-social :

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;

- pour le renouvellement d'autorisation ;

- pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;

- pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification

- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le domaine des établissements de santé, délégation est donnée à Monsieur Guillaume LABOURET, chef du service territorial sanitaire.

- pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;

- pour le renouvellement d'autorisation ;

- pour les arrêtés de tarification d'activité ;

- pour les notifications de dotation.

- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le domaine de la veille et de la sécurité sanitaires et environnementales, à Madame Hélène ROBERT, chef du service de veille sécurité sanitaires et environnementales :

- pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.

- pour la signature des bons de commande relatifs au contrôle sanitaire des eaux (eaux destinées à la consommation humaine, piscines et eaux de baignade) pour un montant maximal de 10.000 € par bon de commande.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Hélène ROBERT**, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par **Madame Laurence ZIEGLER**, adjointe au chef de service veille et sécurité sanitaires et environnementales.

En cas d'absence concomitante de **Mesdames Hélène ROBERT** et **Laurence ZIEGLER**, leur délégation de signature sera exercée par **Monsieur Julien BACARI**, ingénieur d'études sanitaires.

En cas d'absence concomitante des trois personnes susmentionnées, leur délégation de signature sera exercée par **Madame Hélène TOBOLA**, ingénieur d'études sanitaires.

Dans le domaine des soins psychiatriques sans consentement, à Madame Sandra MONTEIRO, chef de la cellule soins psychiatriques sans consentement.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Sandra MONTEIRO**, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par **Monsieur le Docteur Michel PERETTE**, médecin de la délégation territoriale et, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, par **Madame le Docteur Christine QUENETTE**.

* A Madame le Docteur Eliane PIQUET, déléguée territoriale du département de la Meuse, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- L'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département de la Meuse, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté ;
- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Meuse,
- L'animation territoriale,
- Les soins de proximité, l'accès à la santé, la promotion de la santé et la prévention.

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de la Meuse, délégation générale de signature est donnée à Madame **Véronique FERRAND** chef de projet de l'équipe d'animation territoriale.

En cas d'absence concomitante de **Madame le Docteur Eliane PIQUET** et de **Madame Véronique FERRAND**, leurs délégations de signatures seront exercées par **Madame Jocelyne CONTIGNON**, chef de service territorial médico-social

Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :

Dans le domaine médico-social, à Madame Jocelyne CONTIGNON, chef de service territorial médico-social :

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
- pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification.
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le domaine des établissements de santé, à Madame le Docteur Elise BLERY-MASSINET, médecin de la délégation territoriale :

- pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;
- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour les arrêtés de tarification d'activité ;
- pour les notifications de dotation.
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans les domaines des soins psychiatriques sans consentement, des soins de proximité, de l'accès à la santé, de la promotion de la santé et de la prévention, à Madame Claudine RAULIN, inspectrice de l'action sanitaire et sociale.

Dans le domaine de la veille et de la sécurité sanitaire et environnementale, à Madame Céline PRINS, chef du service de veille sécurité sanitaire et environnementale :

- pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.
- pour la signature des bons de commande relatifs au contrôle sanitaire des eaux (eaux destinées à la consommation humaine, piscines et eaux de baignade) pour un montant maximal de 10.000 € par bon de commande.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Céline PRINS**, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par **Madame Emilie BERTRAND**, responsable de l'unité des eaux destinées à la consommation humaine.

En cas d'absence concomitante de **Mesdames Céline PRINS** et **Emilie BERTRAND**, leur délégation de signature sera exercée par **Monsieur Julien MAURICE**, responsable de l'unité des espaces clos et eaux de loisirs.

* A Monsieur Philippe ROMAC, délégué territorial de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- L'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département de la Meurthe et Moselle, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté ;
- Les ordres de mission spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Meurthe et Moselle.

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de Meurthe et Moselle, délégation générale de signature est donnée à **Madame le Docteur Odile DE JONG**.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame le Docteur Odile DE JONG**, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par **Monsieur Jérôme MALHOMME**, chef de service territorial médico-social.

Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :

Dans le domaine médico-social, à Monsieur Jérôme MALHOMME, chef de service territorial médico-social :

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
- pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification.
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le domaine des établissements de santé, à Madame Lamia HIMER, chef de service territorial sanitaire

- pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;
- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour les arrêtés de tarification d'activité ;
- pour les notifications de dotation
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le domaine de la veille et de la sécurité sanitaires et environnementales, à Madame Karine THÉAUDIN, chef du service Veille et sécurité sanitaires et environnementales :

- pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.
- pour la signature des bons de commande relatifs au contrôle sanitaire des eaux (eaux destinées à la consommation humaine, piscines et eaux de baignade) pour un montant maximal de 10.000 € par bon de commande.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Karine THÉAUDIN**, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par **Madame Stéphanie MONIOT**, **Monsieur Daniel GIRAL**, ingénieurs d'études sanitaires, ou **Monsieur Olivier DOSSO**, ingénieur contractuel.

* A Madame **Frédérique VILLER**, conseiller sanitaire de zone à l'effet de signer tout document quant au fonctionnement du service zonal de défense et sécurité et aux ordres de missions.

Article 4 : Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à la gouvernance et à la stratégie de l'ARS :

- la composition, l'organisation et le fonctionnement du conseil de surveillance ;
- la constitution de la Conférence Régionale de la Santé et de l' Autonomie, des commissions de coordination prévues à l'article L. 1432-1 du code de la santé publique et des conférences de Territoires ;
- l'arrêté du Projet Régional de Santé mentionné à l'article L.1434-1 du code de la santé publique ;
- l'arrêté portant schéma inter-régional d'organisation sanitaire.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à l'organisation de l'offre de santé :

- la délivrance d'autorisations sanitaires ou médico-sociales autres que les renouvellements d'activités existantes, la création d'établissements sanitaires ou médico sociaux ;
- les suspensions et retraits d'autorisations sanitaires et médico-sociales ;
- le placement des établissements publics de santé et établissements médico-sociaux sous administration provisoire ;
- la mise en œuvre des dispositions de l'article L. 6122-15 du code de la santé publique relatives au redéploiement d'activités entre deux ou plusieurs établissements publics de santé (convention de coopération, groupement de coopération sanitaire, fusion).
- la suspension d'exercice de professionnels de santé ;
- les matières relatives aux autorisations dans les domaines pharmaceutiques et biologiques
- les suspensions et retraits d'autorisations pour les officines de pharmacie et les laboratoires d'analyses.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à la veille et la sécurité sanitaires :

- la signature des protocoles départementaux relatifs aux prestations réalisées pour le compte du Préfet.
- Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives aux Ressources Humaines et Affaires Générales:

Ressources Humaines

- la signature du protocole pré-électoral en vue de la constitution des instances représentatives du personnel de l'ARS.
- les décisions relatives aux promotions professionnelles individuelles ;
- les décisions d'attribution de primes, de points de compétences et de points d'évolution ;
- les signatures et ruptures de contrats à durée indéterminée ;
- le cadre d'organisation du travail au sein de l'Agence ;

Affaires Générales

- les marchés et contrats supérieurs à 20 000 euros hors taxes ;
- les marchés de travaux, fournitures et services, et les baux supérieurs à 50 000 euros hors taxes ;

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives aux missions d'inspection et contrôle :

- la désignation, parmi les personnels de l'Agence respectant des conditions d'aptitude technique et juridique définies par décret en Conseil d'Etat, des inspecteurs et des contrôleurs pour remplir, au même titre que les agents mentionnés à l'article L. 1421-1 du CSP, les missions prévues à cet article.
- les lettres de mission relatives aux inspections.

Sont exclues de la présente délégation, quelle que soit la matière concernée, hors gestion courante :

- les correspondances aux Ministres, cabinets ministériels, aux Directeurs de l'administration centrale, au Conseil National de Pilotage des ARS et à son secrétariat exécutif, aux Caisses Nationales d'Assurance Maladie ;
- les correspondances aux Préfets ;
- les correspondances particulières aux parlementaires, au Président du Conseil Régional et aux Présidents des Conseils Généraux ;
- les correspondances entrant dans un cadre contentieux engageant la responsabilité de l'Agence ;
- les actes de saisine de la Cour des Comptes et échanges avec celle-ci.

Article 5 : Sont exclus de la présente délégation les ordres de missions permanents sans préjudice des mesures prévues à l'article 2 du présent arrêté.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 23 septembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

DIRECTION

Arrêté n° 33/2013 du 27 septembre 2013 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine

Mme Danièle GIUGANTI, Directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

- VU le code du travail ;
- VU le code de commerce ;
- VU le code de la consommation ;
- VU le code du tourisme ;
- VU le code de la sécurité sociale ;
- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
- VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;
- VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;
- VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;
- VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

VU le décret du 31 mai 2012 nommant M. Nacer MEDDAH, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;
VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre du travail, de l'emploi et de la santé en date du 19 avril 2012 portant nomination de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté n° 2012-239 en date du 26 juin 2012 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, relative au fonctionnement du service ;
VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.28 en date du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté interministériel du 30 mai 2011 nommant M. Philippe SOLD, responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine ;

ARRETE

Article 1er - Délégation est donnée à M. Philippe SOLD, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine, à l'effet de signer les actes, décisions et correspondances relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi (Direccte) de Lorraine dans les domaines visés au paragraphe 1 -travail/emploi- de l'article 1er de l'arrêté susvisé n° 12.BI.28 en date du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 - Délégation est donnée à M. Philippe SOLD, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine à l'effet de signer les actes, décisions et correspondances relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine et relatives à la gestion des personnels dans les domaines suivants :

- affectation fonctionnelle des personnels au sein de l'unité territoriale ;
- gestion courante des personnels de l'unité territoriale notamment, organisation générale, attribution des congés annuels, de maladie, de formation professionnelle
- imputabilité des accidents du travail au service
- établissement des cartes d'identité des fonctionnaires
- décisions d'attribution des éléments de rémunération accessoires des agents de catégories B et C

Article 3 - Sont exclues de la présente délégation les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre
- 2) aux Ministres
- 3) aux Parlementaires

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- 4) au Préfet de Région et au Président du Conseil Régional
- 5) au Président du Conseil Général

Article 4 - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe SOLD, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine, la délégation de signature qui lui est conférée sera exercée par :

- M. Philippe DIDELOT, Directeur Adjoint de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle
- Mme Angélique ALBERTI, Directrice Adjointe de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle
- M. Raymond DAVID, Responsable du Pôle Entreprise et Emploi de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle

Article 5 - L'arrêté de subdélégation de signature n° 38/2012 en date 04 juillet 2012 est abrogé.

Article 6 - Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, et les subdélégataires ci-dessus mentionnés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 septembre 2013

La Directrice Régionale,
Danièle GIUGANTI

Arrêté n° 34/2013 du 27 septembre 2013 portant subdélégation de signature, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat, en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine

Mme Danièle GIUGANTI, Directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;
VU le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;
VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;
VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;
VU l'arrêté du 31 décembre 2009 portant règlement de comptabilité au Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et au Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;
VU le décret du 31 mai 2012 nommant M. Nacer MEDDAH, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;
VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre du travail, de l'emploi et de la santé en date du 19 avril 2012 portant nomination de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté n° 2012-240 en date du 26 juin 2012 Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, relative à la gestion des budgets opérationnels de programme, des unités opérationnelles, et pour l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses s'y rattachant ;
VU l'arrêté préfectoral n° 12.OSD.03 en date du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat ;

VU l'arrêté interministériel du 30 mai 2011 nommant M. Philippe SOLD, responsable de l'Unité Territoriale du département de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine ;

ARRETE

Article 1er - Délégation est donnée à M. Philippe SOLD, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine, à l'effet de signer les actes, décisions et correspondances relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi (Direccte) de Lorraine dans les domaines visés à l'article 1^{er} de l'arrêté n° 12.OSD.03 en date du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle en matière d'ordonnancement secondaire, des recettes et dépenses de l'Etat imputées sur les titres 3, 5 et 6 relevant des programmes 102, 103, 111 et 155.

Article 2 - Sont exclus de la présente subdélégation :

- les arrêtés ou conventions passés avec les collectivités territoriales (article 59 du décret 2004-374 du 29 avril 2004) ;
- les réquisitions du comptable public (article 66 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962) ;
- l'engagement de la procédure du « passer-outre » prévu par le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat.

Article 3 - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe SOLD, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle, la délégation de signature qui lui est conférée sera exercée par :

- M. Philippe DIDELOT, Directeur Adjoint de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle
- Mme Angélique ALBERTI, Directrice Adjointe de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle
- M. Raymond DAVID, Responsable du Pôle Entreprise et Emploi de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle

Article 4 - L'arrêté de subdélégation de signature n° 39/2012 en date du 04 juillet 2012 est abrogé.

Article 5 - Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, et les subdélégués ci-dessus désignés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 septembre 2013

La Directrice Régionale,
Danièle GIUGANTI

AUTRES SERVICES

L'AUTRE CANAL

Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « L'Autre Canal » - Arrêté N° 105 du 24 septembre 2013 – Nomination de M. NAVACCHI Steve, mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal

VU la délibération n°12-2006 du 19 décembre 2006, du Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal, autorisant la création d'une régie de recettes,

VU l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU la décision n°70-2013, modifiant l'institution de la régie de recettes,

VU l'avis conforme du Comptable public assignataire en date du 23 septembre 2013,

VU l'avis conforme du Régisseur en date du 23 septembre 2013,

ARRETE

Article 1er - M. NAVACCHI Steve est nommé mandataire de la régie de recettes de L'Autre Canal, pour le compte et sous la responsabilité du Régisseur de la régie de recettes, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 - Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu, sous peine de se constituer Comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Article 3 - Les sommes encaissées doivent l'être exclusivement selon les modes de recouvrement prévus dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu.

Article 4 - M. NAVACCHI Steve est tenu d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et établissements publics locaux.

Article 5 - Le Directeur et le Comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 24 septembre 2013

L'Ordonnateur,
Henri DIDONNA
Directeur de L'Autre Canal

Signatures précédées de la formule manuscrite « Vu pour acceptation »

Le Régisseur,
Mme L'HUILLIER Stéphanie

Le Mandataire,
M. NAVACCHI Steve

Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « L'Autre Canal » - Arrêté N° 106 du 24 septembre 2013 – Nomination de Mme PASQUET-LEVY Lisa, mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal

VU la délibération n°12-2006 du 19 décembre 2006, du Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal, autorisant la création d'une régie de recettes,

VU l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU la décision n°70-2013, modifiant l'institution de la régie de recettes,

VU l'avis conforme du Comptable public assignataire en date du 23 septembre 2013,

VU l'avis conforme du Régisseur en date du 24 septembre 2013,

ARRETE

Article 1er - Mme PASQUET-LEVY Lisa est nommée mandataire de la régie de recettes de L'Autre Canal, pour le compte et sous la responsabilité du Régisseur de la régie de recettes, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 - Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu, sous peine de se constituer Comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Article 3 - Les sommes encaissées doivent l'être exclusivement selon les modes de recouvrement prévus dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu.

Article 4 - Mme PASQUET-LEVY Lisa est tenue d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et établissements publics locaux.

Article 5 - Le Directeur et le Comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.
Nancy, le 24 septembre 2013

L'Ordonnateur,
Henri DIDONNA
Directeur de L'Autre Canal

Signatures précédées de la formule manuscrite « Vu pour acceptation »

Le Régisseur,
Mme L'HUILLIER Stéphanie

Le Mandataire,
Mme PASQUET-LEVY Lisa

Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « L'Autre Canal » - Arrêté N° 107 du 24 septembre 2013 – Nomination de Mme REMY Maillys, mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal

VU la délibération n°12-2006 du 19 décembre 2006, du Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal, autorisant la création d'une régie de recettes,

VU l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU la décision n°70-2013, modifiant l'institution de la régie de recettes,

VU l'avis conforme du Comptable public assignataire en date du 23 septembre 2013,

VU l'avis conforme du Régisseur en date du 24 septembre 2013,

ARRETE

Article 1er - Mme REMY Maillys est nommée mandataire de la régie de recettes de L'Autre Canal, pour le compte et sous la responsabilité du Régisseur de la régie de recettes, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 - Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu, sous peine de se constituer Comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Article 3 - Les sommes encaissées doivent l'être exclusivement selon les modes de recouvrement prévus dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu.

Article 4 - Mme REMY Maillys est tenue d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et établissements publics locaux.

Article 5 - Le Directeur et le Comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.
Nancy, le 24 septembre 2013

L'Ordonnateur,
Henri DIDONNA
Directeur de L'Autre Canal

Signatures précédées de la formule manuscrite « Vu pour acceptation »

Le Régisseur,
Mme L'HUILLIER Stéphanie

Le Mandataire,
Mme REMY Maillys

Décision N° 74-2013 du 26 septembre 2013 portant délégation de signature à M. Philippe COING, Directeur Technique de L'Autre Canal

VU la Loi N° 2002-6 du 4 janvier 2002, relative à la création d'Etablissements Publics de Coopération Culturelle,

VU le décret N° 2002-1172 du 11 septembre 2002, relatif aux Etablissements Publics de Coopération Culturelle, et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la Loi N° 2006-723 du 22 juin 2006, modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002, relative à la création d'Etablissements Publics de Coopération Culturelle,

VU les statuts de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « L'Autre Canal » du 7 décembre 2006,

VU l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2006, relatif à la création de l'E.P.C.C. « L'Autre Canal »,

VU la délibération n° 17-2006, validée par le Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal du 19 décembre 2006 sur les conditions générales de passation des contrats, conventions et marchés,

VU la délibération n° 81-2013, validée par le Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal du 18 décembre 2012 portant nomination du Directeur de l'E.P.C.C.,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er - En vue de faciliter le traitement des dossiers administratifs, M. Henri DIDONNA, Directeur de L'Autre Canal, délègue sa signature au Directeur Technique de L'Autre Canal, M. Philippe COING, sur les documents suivants :

- les bons de commande de toute nature sur marché et hors marché,
- les bons de livraison et réception des prestations,
- les fiches de pointage mensuel des salariés.

Article 2 - Etant entendu que sa fonction induit de nombreux déplacements, M. Henri DIDONNA, Directeur de L'Autre Canal, délègue également ponctuellement, lors de ses absences, sa signature au Directeur Technique de L'Autre Canal, M. Philippe COING, sur les documents suivants :

- les autorisations de conduite d'appareils de levage journalières,
- les ordres de mission.

Nancy, le 26 septembre 2013

Henri DIDONNA
Directeur de L'Autre Canal

